

M. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, toute étude concernant une aide apportée par le gouvernement fédéral aux transports en commun impliquerait le concours de nombreux ministères, tout particulièrement de celui des Transports. Tout ce que je puis dire au sujet de l'ensemble des problèmes urbains, comme je l'ai indiqué il y a quelques minutes, et en particulier à propos des transports en commun et de bien d'autres facteurs, c'est qu'ils feront l'objet d'examen et de consultations avant qu'on prenne des décisions. Il n'existe actuellement aucun programme législatif précis qui requiert directement la participation du gouvernement au financement des transports en commun.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—LA POLITIQUE ET LA RÉFORME FISCALE

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy Royal): Monsieur l'Orateur, vu la réponse que le très honorable représentant a fournie à ma question d'hier sur les capitaux étrangers et sur l'énoncé d'une politique, je saurais gré au premier ministre de me dire si les propositions de réforme fiscale seront présentées, par exemple à l'occasion du budget, avant toute déclaration de principe sur la propriété étrangère?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, c'est vraisemblablement ainsi que les choses se passeront à la Chambre.

* * *

LES TRANSPORTS

LES SUBVENTIONS AUX EXPÉDITEURS DE L'ATLANTIQUE—L'ANNONCE D'UNE AIDE SPÉCIALE

M. Charles H. Thomas (Moncton): Monsieur l'Orateur, j'ai demandé au ministre des Transports le 26 mars si le gouvernement prenait une initiative quelconque quant à la recommandation du comité fédéral-provincial qui propose une aide spéciale sous forme de subventions. A cette date, le secrétaire parlementaire avait répondu que le ministère y songeait et qu'il ferait probablement une annonce bientôt. Un programme d'aide spéciale a-t-il été prévu et, si oui, quand le ministre l'annoncera-t-il?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai toujours trouvé difficile ce genre de question car de l'aide particulière est accordée à titre spécial en vertu d'un programme plus ou moins établi sur une base journalière. Quant aux consultations avec les provinces, elles se poursuivent, et au cours des deux ou trois derniers jours on en a eues avec la province du Nouveau-Brunswick à propos d'un aspect du transport. Si le député s'intéresse à une forme particulière d'aide je ferai de mon mieux pour répondre à sa demande.

LES FINANCES

L'EMMAGASINAGE DE DONNÉES SUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE DANS DES ORDINATEURS AUX ÉTATS-UNIS—LES ARCHIVES DE LA BANQUE DU CANADA

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à celle qu'a posée tout à l'heure le député de Spadina concernant la mise en mémoire de données économiques canadiennes dans des ordinateurs situés aux États-Unis. Le ministre des Finances dirait-il si sa réponse négative s'applique aussi aux archives de la Banque du Canada? S'il n'est pas en mesure de répondre tout de suite à cette question, voudrait-il se renseigner?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je crois que la même réponse s'applique, mais je vais m'en assurer auprès des autorités de la Banque du Canada. Peut-être devrais-je expliquer ma réponse en disant que les renseignements qui sont de notoriété publique peuvent être mis en mémoire par n'importe qui, n'importe où. Les données publiées par le BFS, par exemple, peuvent être mises en mémoire par tous ceux qui le veulent.

M. Bell: S'ils sont assez idiots.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'EXPORTATION D'ESPADON

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le député de South Shore m'a posé une question hier au sujet de l'hydrargyrisme et des initiatives prises pour favoriser la vente de l'espadon. La réponse est que mon ministère a étudié tous les principaux marchés de l'espadon pour déterminer la possibilité d'y faire des ventes. La plupart des pays européens ont établi des principes administratifs fixant les niveaux maximums de mercure tolérés dans le poisson. Ils correspondent à ceux du Canada. Ces niveaux interdiraient effectivement l'importation de presque toutes les quantités disponibles d'espadon au Canada. Pour ce qui est du Japon, qui est le plus gros producteur d'espadon au monde, il doit faire face à des difficultés semblables aux nôtres.

* * *

L'AGRICULTURE

LE BILL RELATIF À LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE FERME—LA CONSULTATION DES INTÉRESSÉS PAR LE PREMIER MINISTRE

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, ma question, qui s'adresse au premier ministre, a trait au bill C-176 et à l'impasse qui, selon lui, aurait été créée par le député de Crowfoot. Est-il maintenant disposé à rencontrer toutes les parties intéressées et à chercher avec elles à aplanir les difficultés et à aboutir à un accord?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, une série de réunions ont eu lieu. Mon secrétaire parlementaire a rencontré les éleveurs de bes-